

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/MA/W/34
9 Mai 2003

(03-2494)

Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

Original: français

ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS NON AGRICOLES

Communication du Maroc

La délégation permanente du Maroc a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 avril 2003.

1. Le Maroc attache une grande importance aux négociations du Cycle de Doha relatives à l'accès aux marchés des produits non agricoles.

2. Il est convaincu que même si les différents cycles de négociations ont entraîné des réductions substantielles des droits de douane sur les produits non agricoles, d'autres améliorations sont nécessaires et ce, conformément au paragraphe 16 de la Déclaration de Doha qui stipule notamment que les Membres mèneront des « ... *négociations qui viseront, selon les modalités à convenir entre les membres, la réduction ou l'élimination des droits de douane, y compris les crêtes tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits, ainsi que les obstacles non tarifaires, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en voie de développement ...* ».

3. A Doha, les Ministres sont convenus également que « *les négociations et les autres aspects du Programme de travail tiendront pleinement compte du principe du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés qui est énoncé dans : la Partie IV du GATT de 1994; la Décision du 28 novembre 1979 sur le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la participation plus complète des pays en voie de développement; la Décision du Cycle d'Uruguay sur les mesures en faveur des pays les moins avancés; et toutes les autres dispositions pertinentes de l'OMC.* » (paragraphe 50 de la Déclaration de Doha)

4. La composante développement est donc un élément central de toutes les négociations du cycle de Doha y compris de celles qui portent sur l'accès aux marchés des produits non agricoles.

I. DU CHAMPS DES NÉGOCIATIONS

5. Le Maroc reste convaincu que les négociations sur l'accès aux marchés des produits non agricoles, doivent avoir pour objectifs l'amélioration de la concurrence, la promotion du développement du commerce mondial et le renforcement de l'intégration des PED au système commercial multilatéral.

6. A cet effet, le Maroc est d'avis que ces négociations devront toucher tous les produits non agricoles et ce, sans exclusion à priori.

II. DES RÉDUCTIONS TARIFAIRES

7. Contrairement à la procédure de présentation de demandes et d'offres, l'approche de réduction basée sur une formule épargnera beaucoup de temps et d'efforts.

8. Cependant, et conformément à la Déclaration de Doha, il est nécessaire de tenir compte des besoins et intérêts des pays en développement et pays les moins avancés, dans les négociations en cours.

9. A cet égard, le paragraphe 16 de la Déclaration de Doha précise que « *Les négociations tiendront pleinement compte des besoins et intérêts spéciaux des pays en développement et pays les moins avancés participants, y compris au moyen d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction, conformément aux dispositions pertinentes de l'article XXVIIIbis du GATT de 1994 et aux dispositions citées au paragraphe 50* » de la Déclaration de Doha.

10. Dans ce cadre, le Maroc estime que l'approche basée sur une formule est la plus adéquate et que la formule retenue ne devrait pas être appliquée de la même manière par tous les Membres de l'OMC. Il est nécessaire de retenir des niveaux de réduction différents issus de cette formule pour les PED.

11. Pour ce qui est des PMA, le Maroc estime que ces pays devraient disposer davantage de souplesse et pouvoir formuler leur offre de réduction en fonction de leurs objectifs de développement.

12. Par ailleurs, les approches complémentaires devraient être considérées uniquement après que les négociations du Groupe soient finalisées sur les modalités de base pour les réductions tarifaires. La participation dans les approches complémentaires devrait être volontaire pour réaliser des réductions au-delà de celles obtenues par les modalités de base.

13. Aussi, les pays en développement devront pouvoir conserver leurs tarifs les plus bas, car ces droits procurent d'importantes recettes douanières et ont un impact négligeable sur l'accès au marché.

III. DE LA PÉRIODE DE MISE EN ŒUVRE

14. La mise en œuvre des engagements de réductions des droits de douane qui seront convenues devrait être progressive en vue de ne pas porter atteinte aux objectifs de développement économique des Membres et notamment des moins développés d'entre eux.

15. Le Maroc propose que les Membres procèdent aux réductions susmentionnées en tranches annuelles égales sur une période de cinq années à compter du 1^{er} janvier 2005. Cependant, dans le cadre du traitement spécial et différencié, les PED devraient pouvoir bénéficier d'un délai supplémentaire afin de préparer convenablement leurs tissus industriels à faire face à la concurrence qui résultera des réductions tarifaires.

IV. DE LA BASE DES RÉDUCTIONS TARIFAIRES ET DES MESURES DE LIBÉRALISATION AUTONOMES

16. Il convient de souligner que la plupart des Membres de l'OMC n'ont pas encore adopté le SH2002. Par conséquent, le Maroc propose de baser les travaux des négociations sur les listes de concessions exprimées en SH96, en attendant que l'ensemble des Membres aient achevé la transposition de leurs listes à la version de 2002 du SH.

17. En outre, le Maroc estime que parmi les objectifs majeurs de ces négociations figure le renforcement de la prévisibilité des échanges mondiaux des produits non agricoles. En vue d'atteindre

cet objectif, il est nécessaire qu'un effort de généralisation de consolidation tarifaire soit entamé par les Membres.

18. A l'image de ce qui a été décidé par la session extraordinaire du Conseil du commerce des services, les modalités sur l'accès aux marchés des produits non agricoles devraient être établies pour ce qui est des mesures de libéralisation autonomes. Ces efforts de libéralisation fournis par les Membres notamment par les PED doivent être considérés comme des crédits de libéralisation en faveur de ces pays sur la base des consolidations contractées au terme du cycle de l'Uruguay.

19. Aussi, est-il proposé que les bases de réductions issues de ces négociations soient les taux consolidés actuels.

V. DES MARGES PRÉFÉRENTIELLES

20. Les négociations sur l'accès aux marchés des produits non agricoles au sein de l'OMC se déroulent en même temps qu'une série de processus d'intégrations économiques, aussi bien au niveau régional qu'au niveau bilatéral, et qui visent avant tout l'élimination des droits de douane et les obstacles non tarifaires.

21. Aussi, le Maroc propose que soit pris en considération l'érosion des préférences qu'engendreraient les réductions tarifaires issues de ces négociations. Une telle érosion aura un impact négatif sur les tentatives en cours d'intégrations régionales. Cette préoccupation peut être appréhendée par des aménagements en matière de réduction des droits de douane et de délai de leurs mises en oeuvre affectant les préférences pour des produits dont l'exportation revêt une importance pour les pays en développement et les pays les moins avancés bénéficiaires de ces régimes préférentiels.

VI. DES MESURES NON TARIFAIRES

22. Il est constaté, qu'après les nombreux cycles de négociations qu'a connus le système commercial multilatéral, d'importants obstacles non tarifaires sont encore appliqués par les Membres et atténuent l'effet des réductions des droits de douane.

23. Le Maroc attache une grande importance aux travaux du groupe de négociations sur l'accès aux marchés des produits non agricoles qui portent sur les obstacles non tarifaires qui, conformément aux dispositions du paragraphe 16 de la Déclaration de Doha, devraient permettre « ... *la réduction ou l'élimination des ... obstacles non tarifaires, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en voie de développement ...* ».

24. Il considère que la collecte des mesures non tarifaires est une première étape importante dans l'accomplissement du mandat de la Déclaration de Doha en la matière mais qu'elle doit être suivie d'un travail de fond en vue de supprimer ces obstacles.

25. A cet effet, le Maroc estime qu'il sera utile de s'inspirer également des travaux menés par d'autres organes de l'OMC notamment en matière de facilitation des échanges.
